DIAL 3181 - Dossier « Entreprises récupérées »

ARGENTINE – Travailleurs d'une autre classe : une hypothèse sans patron

Revue *Mu*

lundi 13 février 2012, mis en ligne par Dial

Les trois premiers articles de ce numéro font retour, dix ans après, sur les processus de récupération d'entreprises en faillite par leurs salarié-e-s, en Argentine – à partir de la crise de 2001 – et au Brésil, et aux expériences autogestionnaires qui s'ensuivent. Les trois textes sont issus du numéro 48 de la revue Mu (septembre 2011).

Nous avons commencé il y a une décennie à accompagner le processus de récupération d'entreprises ayant fait faillite à la suite des politiques néolibérales mises en œuvre sous l'impulsion de l'État et du marché. En 2003, nous évoquions cette hypothèse sur ce qu'elles représentent : la naissance d'un changement de paradigme dans les modes de production, mais également celle d'une nouvelle identité, celle du travailleur autogéré. Aujourd'hui, dans le contexte de la crise financière mondiale et du point de vue de la conjoncture locale, la lecture de ce phénomène a pris un nouveau sens. Quelles sont les leçons et les clés de cette manière d'être et de faire qui permettent de mettre en marche des projets qui démocratisent les liens sociaux ? Pourquoi cette forme communautaire de gestion continue à être ignorée par les universités publiques ? Quelles nouvelles obligations découlent d'une organisation des biens communs qui rompt avec les schémas traditionnels et s'affranchit des patrons ?

Lorsque les temps sont favorables aux simulateurs, l'information rencontre un terrain fertile pour déguiser en opinion les intérêts. Le trafic de nouvelles est obstrué par les lobbies qui font le piquet, et ce qui n'est pas représenté se conforme au rythme arithmétique de l'exclusion : il se passe plus de choses en dehors de l'agenda médiatique que dans celui-ci. Et le peu qui reste finit défiguré.

C'est ainsi que l'on nous dépeint notre époque : perverse et cruelle.

Et c'est ainsi que fonctionnent les médias commerciaux pour que nous les acceptions : comme une pilule pour générer de l'impuissance.

Nous voyons tout ce qui va mal.

Et, aveuglés par l'horreur, il ne nous reste ni l'énergie ni la patience nécessaires pour avoir confiance.

Voici l'histoire d'un changement.

Ou comment produire un changement en vient à transformer un paradigme. Un processus dont l'intensité ne dépend pas de la quantité, mais de la constance. Au goutte à goutte.

Mais comme tout péché ne laisse pas une leçon mais une pénitence, nous évitons les pronostics : toute prévision trouve sa limite dans ce que nous, en tant que personnes, sommes capables de faire.

Ce n'est pas le hasard, mais le courage qui rend l'avenir imprévisible.

C’est de cela que parlent cette histoire et ce changement.

Le nouveau

Si nous partons d’une compréhension du capitalisme non comme un système qui produit et distribue des biens de telle ou telle façon, mais comme un producteur et distributeur d’identités, alors chaque changement sera marqué par une transformation des paradigmes qui modifient les perspectives de ces identités. Mais comment les détecter ?

Adam Smith en a identifié un : la richesse d’une nation dépend exclusivement de l’habileté au travail et de la proportion entre le nombre de travailleurs utiles et inutiles.

Marx a signalé le facteur définitoire : la propriété des moyens de production.

Pour l’un comme pour l’autre, les moyens de production d’une société ont constitué l’axe principal de leurs théories.

Aujourd’hui, ce sont les récits historiques qui nous permettent de reconstruire les fondations du capitalisme industriel. Toutefois, les changements rapportés dans ces récits ne furent pas évidents jusqu’à ce qu’ils le deviennent. Autrement dit, la première chose que nous pouvons apprendre des anciens maîtres est qu’il n’est absolument pas certain que les nouvelles idées, les nouvelles valeurs ou les nouveaux processus soient authentiquement décisifs dans l’histoire sociale.

Jusqu’au jour où ils le seront.

L’ancien

La division classique de l’économie déterminait jusqu’à une époque relativement récente l’existence de trois secteurs : primaire (agriculture et élevage), secondaire (industries) et tertiaire (services). Cette division donnait lieu, selon le degré de développement de chaque secteur, à une pyramide sociale correspondante, avec ses différentes classes et identités. L’ensemble formait un même corps économique et une même organisation sociale : l’État-nation.

Le capitalisme mondial a mis fin à ces schémas traditionnels et, avec eux, aux implications politiques et culturelles qui découlaient de cette structure.

Il a poignardé les bourgeoisies locales en plein cœur, écartelé la division des tâches en éparpillant les morceaux aux quatre coins du monde et, ce faisant, assassiné tous les systèmes théoriques de soutien et d’opposition au capitalisme industriel.

Vers la fin du XXe siècle, la scène s’est compliquée, comme dans ces jeux vidéo où les différents niveaux de jeu imposent de plus en plus de difficultés. Pour les systèmes théoriques qui ont analysé le capitalisme industriel, le travail déterminait la classe sociale d’appartenance, mais aussi le pouvoir de changement et l’importance des conflits, entre autres. La mondialisation a détruit l’interaction entre ces forces au point de les réduire à ce qu’elles étaient par essence : de simples relations d’exploitation. Le pouvoir n’est plus un lieu, mais une capacité. Zygmunt Bauman la définit en ces termes :

> C’est le crayon qui trace la ligne séparant le légitime de l’illégitime. Le droit de tracer la limite entre la coercition légitime (admissible) et la coercition illégitime (inadmissible) est le premier objectif de toute lutte pour le pouvoir.

La classe

En premier lieu – et uniquement pour donner la priorité à ce qui nous intéresse pour cette histoire – le travail salarié s’est transformé en travail flexibilisé ou travail poubelle, créant ainsi une nouvelle catégorie sociale. Une non-classe. On ne possède aucun droit et on n’a aucune possibilité d’en acquérir quand on s’efforce, jour après jour, de garantir sa simple subsistance.

Pierre Bourdieu, en collaboration avec une équipe de sociologues, a dressé, mot pour mot, le portrait de l'extinction du prolétariat industriel traditionnel. Il l'a intitulé *La misère du monde* et, dans son effort pour rendre compte de la « profonde désintégration de l'ordre industriel et, par conséquent, de l'ordre social », il a interrogé ceux qui étaient sur le point de devenir des pièces du musée social. Il s'agit du récit de « toute la distance qui sépare le prolétaire – même déchu ou en déclin, avec ses revenus réduits, mais réguliers, ses comptes en règles, son avenir malgré tout relativement assuré – de l'ancien ouvrier que la chute dans le chômage, sans protections ni garanties, renvoie à la condition de sous-prolétaire, démuni, désorganisé, hanté par le souci de survivre, tant bien que mal, au jour le jour, entre les loyers impayés et les dettes impayables ».

Le chômage, c'est-à-dire le non-emploi, est ainsi devenu une nouvelle catégorie sociale, mais aussi une solution de rechange.

Le territoire de l'exclusion du marché du travail et, avec lui, des identités de classe, est si large, si profond et si vaste qu'il en vient à se transformer en un autre monde.

Un univers parallèle qui doit créer, à partir de rien, tout ce qui lui est refusé.

Misère planifiée

Le capitalisme industriel n'est pas décédé de mort naturelle. Encore moins en Amérique latine.

Premièrement, parce que, comme nous le rappelle Raúl Zibechi, « c'est la révolte des ouvriers et des secteurs populaires du tiers monde qui a provoqué l'effondrement de toute la trame construite après la crise de 1929 ».

Deuxièmement, parce que ces rébellions ont semé des vagues immenses de conquêtes et de pertes de droits. L'Argentine, qui possédait une législation du travail modèle, est devenue sans transition un modèle de précarisation de l'emploi et de chômage sans précédent.

Le basculement de l'un à l'autre s'est produit au moment de la dictature militaire.

L'écrivain Rodolfo Walsh fut le premier à le dénoncer dans la lettre qu'il écrivit quelques jours avant d'être enlevé et assassiné par la junte militaire argentine. Dans cette lettre, il dénonçait les tortures, les enlèvements et les exécutions, juste un an après le coup d'État, mais il constatait également que « c'est dans la politique économique de ce gouvernement qu'il faut chercher non seulement l'explication de ses crimes, mais aussi une atrocité plus grave encore qui frappe des millions d'êtres humains condamnés à la misère planifiée ».

Au lendemain de la chute de la dictature militaire après la débâcle de la guerre des Malouines, la démocratie était faible à la naissance. Le gouvernement de Raúl Alfonsín (1983-1989) oscillait, hésitant, entre victime et complice de cette économie reconcentrée aux mains de quelques puissants. Il ne parvint pas au terme de son mandat. Arriva ensuite Carlos Menem pour terminer le sale boulot. Le plan que Walsh dénonçait dans sa lettre, Menem le mena à bien entre 1989 et 1999 en le corrigeant, en l'améliorant et en respectant la démocratie : l'Argentine était entrée dans l'ère de la pensée unique. Il n'était plus nécessaire d'avoir recours au terrorisme d'État pour l'appliquer. La stratégie de la répression avait été remplacée par celle du chômage et de l'exclusion sociale : la disparition économique des personnes. En trente ans, le taux d'emploi industriel chuta de près de 50 %, ce qui représenta, entre autres, la perte de plus de 600 000 emplois. À la fin de l'année 2000, selon une étude réalisée par le ministère de l'économie, parmi les dix plus gros employeurs du pays figuraient quatre supermarchés, une chaîne de fast-food et une entreprise de sécurité privée. Autrement dit, des emplois de mauvaise qualité et peu stables. Le secteur industriel, à l'exception des cas de la sucrerie Ledesma et de l'entreprise agro-alimentaire Arcor, ne figurait pas dans le groupe des trente premières entreprises créatrices d'emplois. Un exemple : McDonald's embauchait deux fois plus d'employés que la société pétrolière Repsol-YPF.

Ainsi, la classe moyenne a commencé à tomber massivement en-dessous du seuil de pauvreté.

Et les pauvres, en-dessous du seuil d'indigence.

Ce fut ensuite au tour de Fernando de la Rúa, qui caricatura le pire d'Alfonsín et le pire de Menem. Il finit par décréter l'état de siège et entendit le tonnerre des casseroles.

En résumé, l'Argentine avait en 1974 une distribution de la richesse comparable à celle de nombreux pays développés. L'écart entre le décile le plus pauvre et le décile le plus riche [1] était de douze. Les chiffres de 2003 indiquent que l'écart entre le secteur le plus riche et le plus pauvre est aujourd'hui de cinquante. Autrement dit, selon l'explication du spécialiste Artemio López, « le gros de la population a transféré à la tranche la plus élevée l'équivalent annuel de 15 milliards de dollars ».

Le gourou

Aux cris de « Tous dehors ! » en musique de fond et dans le décor d'un pays réduit à des décombres institutionnels, nous pouvons commencer à donner des noms à cette histoire.

Voici le premier : Juan Navarro.

Pendant les années 1990, il faisait figure de modèle de réussite. Les médias commerciaux le consacrèrent entrepreneur de l'année en 1997, en lui associant trois qualités : succès, ambition et audace. Il fut également qualifié de gourou, de financier talentueux et de cadre brillant. On disait de lui qu'il était en train de créer une nouvelle culture d'entreprise. Son empire : le groupe Exxel, un fonds d'investissement qui gérait le destin de 73 entreprises et 40 000 employés.

« Sans fortune propre ni héritée, on peut dire qu'il a construit à la vitesse de l'éclair le troisième groupe économique privé le plus puissant d'Argentine, avec un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de dollars à la fin de l'année 1999 », résument les journalistes Silvia Naishtat et Pablo Maas dans *El cazador*, la biographie qu'ils écrivirent sur Navarro.

La légende raconte que, le 17 mars 1992, Juan Navarro réussit à convaincre la banque Oppenheimer & Co de l'aider à bâtir un fonds d'investissement. Quelques mois après, la banque lui envoya 47 millions. Il en dépensa 22 pour l'acquisition des entreprises Ciabasa, Poett (dans la province de San Juan) et la division des aérosols de la compagnie pétrolière nationale YPF. En moins de soixante-dix jours, il revendit ces entreprises à la multinationale Clorox pour 95 millions.

Pour son deuxième fonds, il collecta 155 millions et racheta des entreprises de médicaments prépayés et des compagnies électriques de l'intérieur du pays. Pour les fonds suivants, il se passa d'Oppenheimer. Dès lors, on ne sut plus jamais clairement d'où provenait l'argent. « Lorsque la Commission contre le blanchiment d'argent demanda aux fonds états-uniens que Navarro avait présenté comme ses investisseurs s'ils étaient effectivement bailleurs de fonds d'Exxel, la plupart démentirent ou préférèrent garder le silence », affirma la députée Graciela Ocaña, alors membre de cette commission législative.

Un fait à prendre en compte : l'ancien ambassadeur états-unien en Argentine, Terence Todman, fit partie de l'équipe de direction du groupe Exxel.

Question :
Comment faisait le groupe Exxel pour racheter autant d'entreprises ?

Réponse :
Grâce à l'effet de levier.

Explication :
« Les entreprises s'endettaient excessivement, profitant des faibles taux d'intérêt aux États-Unis. Il s'agissait de prêts-relais destinés à payer leur propre acquisition. Une fois en possession de l'entreprise, la compagnie émettait des obligations garanties par les biens de la société. Grâce à la vente de ces obligations, elle annulait les crédits. »

Qu’est-ce que cela signifie ?

Que Navarro obtenait un virement ou une avance bancaire de plusieurs millions pour acheter les entreprises. Les entreprises à peine acquises, cette avance se transformait en un crédit que les entreprises rachetées étaient obligées d’acquérir en offrant leurs actifs en garantie. De cette manière, la nouvelle administration de ces entreprises, auparavant en bonne santé, était accablée dès le début par une dette flambant neuve de plusieurs millions. Et impossible à rembourser.

Le mode opératoire du groupe Exxel était décrit en ces termes dans le rapport parlementaire de la Commission d’enquête sur le blanchiment d’argent :

> « Lorsque le groupe Exxel se dispose à racheter une entreprise, il s’assure de deux choses : trouver des investisseurs extérieurs apportant des capitaux et trouver une banque disposée à lui avancer une partie du prix d’acquisition, sous la forme d’un crédit à court terme. Une fois la société en sa possession, le groupe Exxel émet des obligations au nom de l’entreprise en quantité substantielle (le surendettement) et hypothèque tous ses biens comme garantie du paiement de l’obligation. En résumé, le groupe achète une entreprise – en grande partie – avec l’argent qui appartient à celle-ci. »

La grande question

On dit que Navarro détestait la gestion d’entreprise familiale, presque artisanale, des entreprises qu’il rachetait. C’est pourquoi sa première mesure consistait à démanteler l’organigramme. Il asseyait en haut de la pyramide des cadres jeunes et agressifs, qui ne devaient en aucun cas – disait-il – rester plus de trois ans à ce poste. De ce fait, il les payait plus.

Dans son rapport, la Commission d’enquête tente de répondre à la question à un million :

> « Beaucoup de gens se demandent d’où provient l’argent du groupe Exxel. Les spéculations les plus diverses ont été avancées quant à l’origine des fonds : qu’il est l’héritier de l’empire économique de Yabrán, ou encore qu’il gère l’argent de l’ancien président Carlos Menem. Dans le cadre de cette enquête, aucune de ces hypothèses n’a pu être vérifiée. Mais une chose est sûre : au moins une partie sort de la poche des contribuables. […] Les entreprises qui sont acquises par les fonds, lesquels les endettent ensuite et hypothèquent leurs biens, cessent de payer l’impôt sur les bénéfices grâce à des lois fiscales permettant de déduire les versements d’intérêts. Le coût fiscal de ces déductions, c’est-à-dire la perte de recettes pour le Trésor public du fait du recouvrement moins élevé, incombe donc à l’ensemble des contribuables, qui ne bénéficient pas d’un avantage similaire. »

Ainsi, avec la complicité de l’État et des banques, en 2000, le groupe Exxel accumula 4,5 milliards de dollars d’actifs. Deux ans après, la valeur de son portefeuille d’entreprises atteignait à peine 300 millions de dollars. L’« entrepreneur de l’année » les avait, littéralement, vidées.

Glaces

Parmi toutes les entreprises rachetées par le groupe Exxel, celle qui nous intéresse dans cette histoire est la plus petite : le fabricant de glaces Freddo.

Fondée par un immigrant italien, l’entreprise Freddo dominait le marché depuis cinquante ans en proposant des produits de qualité par l’intermédiaire de six succursales. Ses cinq associés reçurent du groupe Exxel une offre impossible à refuser : 82 millions de dollars.

La première mesure de l’administration Navarro fut de réaménager tous les locaux.
La deuxième, d’abaisser la qualité des matières premières.
La troisième, d’augmenter les prix.
Pas besoin de quatrième mesure : l’entreprise avait déjà fait faillite.

C’est ainsi qu’au printemps 2001, le fabricant de glaces fut intégré aux actifs de la banque Galicia, afin de capitaliser les 30 millions de dollars de dettes qu’il avait accumulées. La banque convoqua l’ancien propriétaire, Juan José Guarracino, pour qu’il sauve l’entreprise, inaugurant avec cette formule une modalité qui se répèterait ensuite dans plusieurs entreprises en faillite passées aux mains des banques. Les requins de la finance la baptisèrent « modèle Freddo ».

Occuper

La tornade de Navarro emporta sur son passage, par un effet domino, l’un des fournisseurs de matières premières des usines de glace Freddo. Les ajustements des coûts de la nouvelle administration laissèrent la société Ghelco, dans le quartier de Barracas, sans un seul client. Quelque temps après, poussée dans ses derniers retranchements par la récession et la spéculation financière, l’entreprise déposa le bilan.

Pour les quarante ouvriers de Ghelco, la manœuvre se traduisit tout d’abord par un rationnement des salaires, puis par des mois sans toucher un centime et, enfin, par la fermeture définitive, qui les laissa sur le pavé sans aucune possibilité de réclamation ; en effet, la Loi sur les faillites avait été modifiée à l’époque de Carlos Menem et les travailleurs n’étaient plus considérés comme les créanciers privilégiés.

Les banques passaient avant.

À cette époque, dans la rue, le taux de chômage atteignait 22 %.

Et tous savaient ce qui les attendait : ils avaient en moyenne 40 ans, ils étaient ouvriers spécialisés et ils avaient des familles à nourrir, des dettes à payer et des besoins qui ne pouvaient pas être repoussés à plus tard.

Ils n’avaient nulle part où aller et, forts de cette conviction, ils restèrent là.

Une tente verte de camping les abrita pendant des mois à la porte de l’usine fermée. Deux patrouilleurs et une douzaine d’agents en uniforme les surveillèrent.

Ce fut un policier, justement, qui leur raconta que, quelques mois auparavant, ils avaient dû déloger à coups de bâton les ouvriers d’une usine voisine. « Mais ils sont revenus, leur dit-il. Ils ont formé une coopérative et sont entrés. »

Les ouvriers de Ghelco allèrent le jour même faire connaissance avec les autres ouvriers – de Lavalán – qui, à leur tour, leur présentèrent un avocat, lequel rédigea sur le champ les 84 articles des statuts d’une coopérative de travail : ils l’appelèrent Vieytes.

L’histoire se termine ainsi :
L’usine fut expropriée.
Les ouvriers, organisés au sein de la Coopérative de travail Vieytes, se chargèrent de la réouverture.
Et l’on n’entendit plus parler de Navarro.

Produire

Aujourd’hui, les ouvriers de l’ancienne société Ghelco gagnent le double de leur salaire de l’époque. « Le jour où nous sommes entrés dans l’usine, nous n’avions même pas de quoi payer un paquet de sucre. Les gars de l’autre coopérative – Unión y Fuerza [Union et force] – nous ont prêté de quoi acheter les matières premières et payer l’électricité, et c’est comme cela que nous avons commencé. À la première paie, la première chose que nous avons faite a été de leur rendre l’argent. Nous n’avions même pas de quoi manger, mais les dettes passent avant tout, et nous étions fiers de pouvoir les rembourser. »

C’est ici que commence une autre histoire.

Si vous entrez maintenant dans la coopérative Ghelco, voici le décor que vous verrez dans la salle des machines :

En cercle, alignés contre le mur, se trouvent les mélangeurs et les broyeurs tournant à plein régime. Au centre sont disposés sur trois rangées quarante pupitres d'écolier.

« C'est pour les assemblées. On nous disait que nous ne pouvions pas tout résoudre par assemblée parce que, sinon, nous arrêterions le travail. Alors quelqu'un a suggéré que le mieux serait de nous réunir dans la salle des machines, pour que ceux qui sont de quart puissent à la fois travailler, donner leur avis et voter. »

Les ouvriers montrent avec orgueil leur œuvre : machines et démocratie directe. Ils sourient, on les sent détendus, sûrs d'eux, heureux, entiers.

Voilà le changement.

Le coût patronal

La viabilité économique des coopératives de travail est une question à analyser au cas par cas. En principe, elle dépend de leur situation de départ. Pour beaucoup de coopératives, elle s'est limitée au travail à façon, une modalité qui consiste à ce que le client avance les capitaux nécessaires pour que la coopérative acquière les matières premières afin de fabriquer la commande. Il s'agit là de la proposition qu'elles ont inventée pour surmonter les limites que leur imposait le manque de crédit et de financement.

Ces entreprises ont ainsi réussi à se mettre à produire, grâce à leurs propres efforts, même dans un contexte difficile marqué par le manque de formation aux compétences administratives ou commerciales, la méfiance de leurs anciens clients et le harcèlement politico-judiciaire. Avec le temps, certaines entreprises ont même réussi à exporter leur production ou à dominer le marché.

Dans tous les cas, à partir de l'expérience de la gestion ouvrière, les travailleurs ont pu identifier les véritables causes de la faillite de leurs entreprises. Et ils sont parvenus à une conclusion : c'est le coût patronal qui en est à l'origine.

Le coût patronal ne désigne pas seulement la grande part que s'attribuent les patrons, mais également toute la série de dépenses que la production doit amortir : les salaires élevés et les prébendes de gestion, les commissions, les viatiques, les déplacements et les chauffeurs, sans oublier le paiement de cabinets d'audit embauchés pour réaliser des ajustements et qui, inévitablement, concluent que le coût salarial est responsable du déficit.

Ce nouveau concept forgé par les travailleurs – et qui décrit une réalité que la science économique évoque peu – place la responsabilité à l'autre extrémité. L'idée de coût patronal met à jour ces gaspillages rendus inutiles sous contrôle ouvrier, attribuant donc clairement la faute de la faillite à la gestion de l'entreprise. Ce qui est curieux, c'est qu'aujourd'hui, plusieurs de ces usines sont en train d'être analysées par des experts en management, dans le but de reformuler les concepts de gestion que les années 1990 ont imposés comme mode d'emploi incontestable.

Résister

Toute entreprise autogérée sait que sa survie dépend de la légitimité et des liens sociaux qu'elle saura établir. Sa défense se fonde sur la conviction de ses travailleurs, mais également sur l'appui qu'ils arriveront à recueillir auprès de voisins, d'assemblées de quartier, d'organismes de soutien aux droits humains et de partis politiques, dans cet ordre. Il est même arrivé qu'une fois récupérées, et du fait de leur constante précarité juridique, certaines usines reprennent l'expérience de la société IMPA, pionnière du mouvement, pour installer dans les espaces vides un centre culturel destiné à la communauté. La société IMPA l'avait fait comme moyen d'autodéfense : face à la menace d'une expulsion par la force, elle avait ouvert ses portes à des activités telles que le théâtre, la vidéo, des cours, du soutien scolaire et des débats, pour la plupart dispensées gratuitement par des étudiants universitaires ou par des membres des assemblées de quartier. Elle s'était ainsi assurée qu'aux horaires considérés comme les plus vulnérables – la nuit et le week-end –, il y aurait du monde dans les locaux de l'usine. Les travailleurs de l'usine IMPA

sont également les créateurs d'une forme réussie de récupération de l'éducation : les baccalauréats populaires.

Autogérer

On a ainsi tiré un trait sur des questions que le pouvoir consacre comme des vérités incontestables :

- 1. La suprématie de la propriété privée, à n'importe quel coût.
- 2. L'État comme seul cadre possible pour régler les conflits sociaux.
- 3. La nécessité de compter sur une classe de dirigeants pour organiser la production.

Chaque fois que les ouvriers racontent leur expérience, ils nous confirment une fois de plus qu'aucune de ces propositions n'est inévitable. À l'usine Grissinopoli, par exemple, un des ouvriers se souvient que le plus difficile pour lui n'a pas été de résister dans la rue, ni de supporter la faim, ni de défier la police, ni de discuter avec le juge, ni d'émouvoir les conseillers municipaux. Le plus difficile pour lui a été de convaincre ses camarades qu'ils étaient parfaitement capables de relancer la production de l'usine.

Être leurs propres patrons leur a donné une autre image d'eux-mêmes.
Ils ont su, à ce moment, qu'ils ne seraient plus jamais les mêmes.
Qu'ils n'avaient pas changé de vie, mais de destin.

Le défi

Ces usines représentent pour les faibles institutions de la démocratie argentine un dilemme politique et social auquel elles ne savent pas répondre. Les réponses qu'elles ont données ont été provisoires et leur ont été arrachées par la ténacité des luttes, la validité des réclamations, l'illégalité flagrante des situations qui en sont à l'origine et l'abandon des mesures pour la création authentique d'emplois. Ce ne sont donc ni les fonctionnaires, ni les juges, ni les experts, ni les universitaires qui ont appris à ces travailleurs à formuler clairement leurs réclamations ni à présenter les solutions pour y répondre. C'est leur propre expérience accumulée qui leur a dicté au fur et à mesure les issues à leurs problèmes.

Néanmoins, on pourrait dire que le destin des ouvriers des quelque 200 usines récupérées en Argentine était déjà écrit :

> La séparation de la société entre une mince couche immensément riche et une vaste classe ne possédant rien, fait que cette société s'asphyxie elle-même dans sa propre richesse. Cette situation est chaque jour plus absurde et moins nécessaire. On peut et on doit en finir avec elle.

Ainsi parlait Friedrich Engels le 30 avril 1891.

Cent treize ans plus tard, les ouvriers de Zanon, au sud de l'Argentine, en ont fini avec quelque chose.
Ils ont baptisé leur création d'un nom de rêve : Fábrica Sin Patrón [Usine sans patron].
C'est d'eux et d'autres comme eux que parlent cette histoire et ce changement.

Nous devons à ces ouvriers, entre autres choses, la manière d'organiser la production que nous avons adoptée pour éditer cette revue, mais surtout, les interrogations sur notre identité (sommes-nous des travailleurs de presse, des journalistes, des communicateurs ?) et nos doutes quant à comment faire croître la revue – et même sur la question de savoir si cela est bien nécessaire.

Nous leur devons enfin, de pouvoir lire la phrase suivante :

> Au-delà de nos croyances diverses, souvent si différentes, et parfois violemment opposées, nous désirons tous vivre avec dignité et sans peur, qu'on ne nous humilie pas et qu'on nous permette de chercher le bonheur. Cela constitue un terrain d'entente suffisamment ferme et vaste sur lequel commencer à construire la solidarité d'action. »

Et de la comprendre.

Avec énergie, patience et confiance.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3181.
– Traduction de Cécile Rousseau pour Dial.
– Source (espagnol) : revue *Mu*, n° 48, septembre 2011.

En cas de reproduction, mentionner au moins la source, la traductrice, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Les 10% des plus pauvres et les 10% les plus riches – note DIAL.